

N° 179

SÉNAT

PREMIÈRE SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1983-1984

Annexe au procès-verbal de la séance du 22 Décembre 1983

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE
LÉGISLATION, DU SUFFRAGE UNIVERSEL, DU RÈGLEMENT ET
D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE (1) SUR LE PROJET DE LOI ADOPTÉ
AVEC MODIFICATIONS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN NOUVELLE
LECTURE *portant dispositions statutaires relatives à la fonction
publique de l'Etat.*

PAR M. Raymond BOUVIER

Sénateur.

(1) *Cette Commission est composée de :* MM. Jacques Larché, *président*; Edgard Tailhades, Louis Virapoullé, Charles de Cuttoli, Paul Girod, *vice-présidents*; Charles Lederman, François Collet, Pierre Salvi, Germain Authié, *secrétaires*; MM. Jean Arthuis, Alphonse Arzel, Gilbert Baumet, Marc Becam, Christian Bonnet, Raymond Bouvier, Pierre Brantus, Pierre Ceccaldi-Pavard, Michel Charasse, Felix Ciccolini, Henri Collette, Etienne Dailly, Michel Darras, Luc Dejoie, Jacques Eberhard, Edgar Faure, Jean Geoffroy, François Giacobbi, Michel Giraud, Jean-Marie Girault, Daniel Hoeffel, Charles Jolibois, Mme Geneviève Le Bellegou-Beguin, MM. Bastien Leccia, Roland du Luart, Jean Ooghe, Charles Ornano, Hubert Peyou, Roger Romani, Marcel Rudloff, Michel Rufin, Jacques Thyraud, Jean-Pierre Tizon.

Voir les numéros :

Assemblée nationale (7^e législ.) : 1^{re} lecture : 1387, 1474 et in-8° 353.

2^e lecture : 1771, 1804 et in-8° 460.

Commission mixte paritaire : 1919.

Nouvelle lecture : 1880, 1928 et in-8° 521.

Sénat : 1^{re} lecture : 309 (1982-1983), 18 et in-8° 11 (1983-1984).

2^e lecture : 71, 101 et in-8° 34.

Commission mixte paritaire : 162.

Nouvelle lecture : 177.

Fonctionnaires, agents publics.

Mesdames, Messieurs,

La Commission mixte paritaire, réunie le 19 décembre 1983 pour élaborer un texte commun sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, s'est séparée sans avoir pu aboutir.

Le Sénat est donc à nouveau saisi de ce projet modifié en troisième et nouvelle lecture par l'Assemblée nationale, qui a rétabli à cette occasion, sous réserve de quelques modifications, le texte qu'elle avait précédemment adopté.

Il convient de noter que l'Assemblée nationale s'est rangée à l'avis du Sénat en ce qui concerne la suppression de l'article 9 *bis* relatif au droit à l'expression collective des fonctionnaires. Cette disposition, introduite par l'Assemblée nationale en seconde lecture, avait paru au Sénat inutile compte tenu des garanties déjà offertes aux fonctionnaires en matière de libre expression.

Votre Commission des Lois constate avec satisfaction que l'Assemblée nationale a adopté conformes les dispositions de l'article 24 *bis* introduites en seconde lecture par le Sénat sur proposition du Gouvernement, autorisant la publication des décisions relatives à la carrière des fonctionnaires. Par ailleurs, elle prend acte du rétablissement par l'Assemblée nationale de l'article 38 *ter* relatif à la mise à disposition ou au détachement de fonctionnaires auprès d'organismes à caractère associatif assurant des missions d'intérêt général.

Sur l'ensemble des articles restant en discussion, votre Commission des lois vous propose de reprendre les dispositions adoptées par le Sénat en seconde lecture.

A l'article 6 *bis*, votre Commission des Lois vous propose de compléter la rédaction de l'Assemblée nationale en précisant que les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs comprennent notamment celles relatives au recrutement, à l'avancement et à la discipline.

A l'article 9, il paraît à votre Commission des Lois indispensable de fixer de façon limitative la liste des organismes consultatifs pouvant être créés dans le cadre de la fonction publique de l'Etat.

A l'article 11, compte tenu du taux de syndicalisation des agents publics, il est fondamental de ne pas consacrer dans la loi le monopole syndical de présentation des candidats aux élections des commissions administratives paritaires.

A l'article 13, votre Commission des Lois vous propose de maintenir le caractère facultatif de la création des comités d'hygiène et de sécurité au niveau du département ministériel et de préciser que la composition de ces organes est fixée par décret en Conseil d'Etat.

A l'article 15, votre Commission des Lois vous propose de rétablir le caractère tripartite de la Commission mixte ayant pour mission de garantir la cohérence statutaire de l'évolution harmonieuse des deux fonctions publiques.

Votre Commission des Lois vous propose de supprimer l'article 20 du projet de loi reprenant les termes de la loi n° 83-26 du 19 janvier 1983 relative à la troisième voie d'accès aux corps recrutés par la voie de l'E.N.A.

A l'article 23, elle vous propose de maintenir la rédaction adoptée en seconde lecture par le Sénat, plaçant ainsi sur un même plan les procédures de concours, d'examen et de liste d'aptitude établies après avis de la commission administrative paritaire du corps d'accueil en vue de favoriser la promotion interne.

A l'article 40, votre Commission des Lois, fermement attachée au respect du principe de séparation des pouvoirs, vous propose à nouveau de supprimer le dernier alinéa de cet article qui autorise le détachement de fonctionnaires auprès des députés ou de sénateurs.

Enfin, votre Commission des Lois, conformément à sa position très clairement réaffirmée au cours des différentes lectures, vous propose de supprimer les articles 65 à 77 inclus qui reprennent, à l'exception de deux cavaliers budgétaires, les dispositions transitoires de la loi n° 83-481 du 11 juin 1983 portant intégration des agents non titulaires.

Elle constate par ailleurs qu'aucun amendement tendant à l'abrogation de la loi précitée n'a été présenté à l'Assemblée nationale par le Gouvernement.

Sous réserve de ces commentaires et de l'adoption des amendements qu'elle vous propose, votre Commission des Lois vous demande d'adopter le présent projet de loi.

TABLEAU COMPARATIF

Projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat

<p>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</p>	<p>Propositions de la Commission</p>
<p>CHAPITRE PREMIER DISPOSITIONS GENERALES</p>	<p>CHAPITRE PREMIER DISPOSITIONS GENERALES</p>
<p>Article premier</p>	
<p>..... Conforme</p>	
<p>Art. 2</p>	
<p>..... Conforme</p>	
<p>Art. 3 et 3 bis</p>	
<p>..... Conformes</p>	
<p>Art. 4, 5 et 6</p>	
<p>..... Conformes</p>	
<p>Art. 6 bis</p>	<p>Art. 6 bis</p>
<p>Toutefois, la loi fixe les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs</p>	<p>Toutefois, la loi fixe les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs et notamment les règles relatives au recrutement, à l'avancement et à la discipline</p>
<p>Art. 7 et 8</p>	
<p>..... Conformes</p>	
<p>CHAPITRE II ORGANISMES CONSULTATIFS</p>	<p>CHAPITRE II ORGANISMES CONSULTATIFS</p>
<p>Art. 9</p>	<p>Art. 9</p>
<p>Les organismes consultatifs au sein desquels s'exerce la participation des fonctionnaires de l'Etat, définie à l'article 9 du titre premier du statut général, sont notamment : le conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, les commissions administratives paritaires, les comités techniques paritaires et les comités d'hygiène et de sécurité.</p>	<p>Les organismes consultatifs au sein desquels s'exercent la participation des fonctionnaires de l'Etat, définie à l'article 9 du titre premier du statut général, sont : le conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, les commissions administratives paritaires, les comités techniques paritaires et les comités d'hygiène et de sécurité.</p>

**Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

**Propositions
de la Commission**

Art. 9 bis

..... Suppression conforme.

Art. 10

..... Conforme

Art. 11

Dans chaque corps de fonctionnaires existent une ou plusieurs commissions administratives paritaires comprenant, en nombre égal, des représentants de l'administration et des représentants du personnel.

Les membres représentant le personnel sont élus à la représentation proportionnelle. *Les listes de candidats sont présentées par les organisations syndicales.*

Ces commissions sont consultées sur les décisions individuelles intéressant les membres du corps.

Art. 11

Dans chaque corps de fonctionnaires existent une ou plusieurs commissions administratives paritaires comprenant, en nombre égal, des représentants de l'administration et des représentants du personnel.

Les membres représentant le personnel sont élus à la représentation proportionnelle.

Ces commissions sont consultées sur les décisions individuelles intéressant les membres du corps.

Art. 12

..... conforme

Art. 13

Il est institué, dans chaque département ministériel ou groupe de départements ministériels, un comité central d'hygiène et de sécurité et, éventuellement, des comités d'hygiène et de sécurité locaux ou spéciaux.

La création des comités d'hygiène et de sécurité locaux ou spéciaux est de plein droit à la demande des comités techniques paritaires concernés.

Art. 13

Dans chaque département ministériel ou groupe de départements ministériels, *il peut être* institué un comité central d'hygiène et de sécurité et, éventuellement, des comités d'hygiène et de sécurité locaux ou spéciaux. *Toutefois, ces derniers* sont créés de plein droit à la demande des comités techniques paritaires concernés.

La composition des comités d'hygiène et de sécurité est fixée par décret en Conseil d'Etat.

Art. 14

..... conforme

Art. 15

Une commission mixte *paritaire*, comprenant des membres du conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et du conseil

Art. 15

Une commission mixte comprenant des membres du conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et du conseil supérieur de

**Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

supérieur de la fonction publique territoriale, est présidée par le premier ministre ou, par délégation de celui-ci, soit par le ministre chargé de la fonction publique, soit par le ministre chargé des collectivités territoriales.

Elle comprend à parité :

1° des représentants des fonctionnaires de l'Etat et en nombre égal des représentants des fonctionnaires des collectivités territoriales.

2° des représentants de l'Etat et en nombre égal des représentants des collectivités territoriales.

Elle est consultée, à la demande du Gouvernement, du tiers des membres du conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat ou du tiers des membres du conseil supérieur de la fonction publique territoriale, sur les projets de décret fixant le statut particulier des corps des fonctionnaires de l'Etat ou des collectivités territoriales, lorsque ces corps sont comparables, ainsi que sur toute question de caractère général intéressant à la fois les fonctionnaires de l'Etat et les fonctionnaires territoriaux.

La commission mixte paritaire est informée des conditions générales d'application des procédures de changement de corps ou de détachement instaurées entre la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale. Elle peut formuler toute proposition tendant à favoriser l'équilibre des mouvements de personnel, catégorie par catégorie, entre ces fonctions publiques. Elle établit un rapport annuel qui dresse un bilan des mouvements enregistrés entre corps.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions de convocation et l'organisation de la commission mixte *paritaire*, la durée du mandat de ses membres, *le rôle de ces formations internes* ainsi que les conditions dans lesquelles des représentants de l'Etat peuvent assister aux débats et les membres déléguer leur droit de vote ou se faire suppléer.

La commission établit son règlement intérieur.

**Propositions
de la Commission**

la fonction publique territoriale, est présidée par le premier ministre ou, par délégation de celui-ci, soit par le ministre chargé de la fonction publique, soit par le ministre chargé des collectivités territoriales.

Elle comprend :

1° *pour un tiers, des représentants de l'Etat.*

2° *pour un tiers, des représentants des collectivités territoriales;*

3° *pour un tiers, des représentants des fonctionnaires de l'Etat et, en nombre égal, des fonctionnaires des collectivités territoriales.*

Elle est consultée, à la demande du Gouvernement, du tiers des membres du conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat ou du tiers des membres du conseil supérieur de la fonction publique territoriale, sur les projets de décret fixant le statut particulier des corps des fonctionnaires de l'Etat ou des collectivités territoriales, lorsque ces corps sont comparables, ainsi que sur toute question de caractère général intéressant à la fois les fonctionnaires de l'Etat et les fonctionnaires territoriaux.

La commission mixte est informée des conditions générales d'application des procédures de changement de corps ou de détachement instaurées entre la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale. Elle peut formuler toute proposition tendant à favoriser l'équilibre des mouvements de personnel, catégorie par catégorie et *corps par corps*, entre ces fonctions publiques. Elle établit un rapport annuel qui dresse un bilan des mouvements enregistrés entre corps.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions de convocation et l'organisation de la commission mixte, la durée du mandat de ses membres, *les pouvoirs du bureau* ainsi que les conditions dans lesquelles les représentants de l'Etat peuvent assister aux débats et les membres déléguer leur droit de vote ou se faire suppléer.

La commission *arrête* son règlement intérieur.

Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

Propositions
de la Commission

CHAPITRE III
ACCES A LA FONCTION PUBLIQUE

CHAPITRE III
ACCES A LA FONCTION PUBLIQUE

Art. 16 à 19

Conformes

Art. 19 bis

Suppression Conforme

Art. 20

Pour cinq nominations prononcées dans chacun des corps recrutés par la voie de l'école nationale d'administration parmi les anciens élèves de cette école, à l'issue de leur scolarité, une nomination peut être prononcée parmi les candidats déclarés admis à un concours de sélection sur épreuves ouvert aux personnes justifiant de l'exercice durant huit années au total de l'une ou de plusieurs des fonctions suivantes :

1° membre non parlementaire d'un conseil régional ou d'un conseil général, maire et, dans les communes de plus de dix mille habitants, adjoint au maire;

2° membre élu d'un organe national ou local d'administration ou de direction d'une des organisations syndicales de salariés ou de non salariés considérées comme les plus représentatives sur le plan national;

3° membre élu du bureau du conseil d'administration d'une association reconnue d'utilité publique ou d'une société, union ou fédération soumise aux dispositions du code de la mutualité, membre du conseil d'administration d'un organisme régional ou local chargé de gérer un régime de prestations sociales.

Une même période ne peut être prise en compte qu'au titre de l'une des fonctions mentionnées ci-dessus.

La durée des fonctions précitées ne peut être prise en compte que si les intéressés n'avaient pas, lorsqu'ils exerçaient ces dernières, la qualité de fonctionnaire ou d'agent public.

La liste des personnes admises à concourir est établie par le ministère chargé de la fonction publique après avis d'une commission présidée par un conseiller d'Etat.

Art. 20

Supprimé.

**Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

**Propositions
de la Commission**

Les nominations interviennent, dans chacun des corps, en fonction des choix exercés entre ces corps par les intéressés, dans l'ordre d'une liste établie selon le mérite à l'issue d'une formation dispensée par l'école nationale d'administration.

Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. 21 et 22

..... Conformes

Art. 23

En vue de favoriser la promotion interne, les statuts particuliers fixent une proportion de postes susceptibles d'être proposés au personnel appartenant déjà à l'administration ou à une organisation internationale intergouvernementale, *non seulement par voie de concours, selon les modalités définies au 2° de l'article 16 ci-dessus, mais aussi par la nomination de fonctionnaires ou de fonctionnaires internationaux, suivant l'une ou l'autre des modalités ci-après :*

1° examen professionnel;

2° liste d'aptitude établie après avis de la commission administrative paritaire du corps d'accueil.

Art. 23

En vue de favoriser la promotion interne, les statuts particuliers fixent une proportion de postes susceptibles d'être proposés au personnel appartenant déjà à l'administration ou à une organisation internationale intergouvernementale.

Cette promotion est réalisée par la nomination dans les corps ou catégories supérieures suivant l'une ou l'autre des modalités suivantes :

1° A — *par voie de concours interne selon les modalités définies au 2° de l'article 16;*

1° examen professionnel;

2° liste d'aptitude établie après avis de la commission administrative paritaire du corps d'accueil.

Art. 24 et 24 bis

..... Conformes

**CHAPITRE IV
STRUCTURE DES CARRIERES**

**CHAPITRE IV
STRUCTURE DES CARRIERES**

Art. 25, 26 et 27

..... Conformes

**CHAPITRE V
POSITIONS**

**CHAPITRE V
POSITIONS**

Art. 28

..... Conforme

Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

SECTION PREMIERE

Activité

Sous-section première

Dispositions générales

Propositions
de la Commission

SECTION PREMIERE

Activité

Sous-section première

Dispositions générales

Art. 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35 et 36

..... Conformes

Sous-section II

Mise à disposition

Sous-section II

Mise à disposition

Art. 37, 38, 38 bis et 38 ter

..... Conformes

SECTION II

Détachement

SECTION II

Détachement

Art. 39

..... Conforme

Art. 40

Le fonctionnaire détaché ne peut, sauf dans le cas où le détachement a été prononcé auprès d'organismes internationaux ou pour exercer une fonction publique élective, être affilié au régime de retraite dont relève la fonction de détachement, ni acquérir, à ce titre, des droits quelconques à pensions ou allocations sous peine de la suspension de la pension de l'Etat.

Sous réserve des dérogations fixées par décret en Conseil d'Etat, la collectivité ou l'organisme auprès duquel un fonctionnaire est détaché est redevable, envers le Trésor, d'une contribution pour la constitution des droits à pension de l'intéressé. Le taux de cette contribution est fixé par décret en Conseil d'Etat.

Dans le cas de fonctionnaires détachés auprès de députés ou de sénateurs, la contribution est versée par le député ou le sénateur intéressé.

Art. 40

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa supprimé.

Art. 41 et 42

..... Conformes

Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

SECTION III

Position hors cadres

Propositions
de la Commission

SECTION III

Position hors cadres

Art. 43 et 44

..... Conformes

SECTION IV

Disponibilité

SECTION IV

Disponibilité

Art. 45 et 46

..... Conformes

SECTION V

Accomplissement du service national

SECTION V

Accomplissement du service national

Art. 47

..... Conforme

SECTION VI

Congé parental

SECTION VI

Congé parental

Art. 48

..... Conforme

CHAPITRE VI

NOTATION, AVANCEMENT,
MUTATION, RECLASSEMENT

CHAPITRE VI

NOTATION, AVANCEMENT,
MUTATION, RECLASSEMENT

Art. 49, 50, 51, 52, 52 bis, 53, 54, 54 bis et 55

..... Conformes

CHAPITRE VII
REMUNERATION

CHAPITRE VII
REMUNERATION

Art. 56 et 57

..... Conformes

Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture

CHAPITRE VIII
DISCIPLINE

Propositions
de la Commission

CHAPITRE VIII
DISCIPLINE

Art. 58 et 59

..... Conformes

Art. 59 bis

..... Suppression conforme

CHAPITRE IX
CESSATION DEFINITIVE
DE FONCTIONS

CHAPITRE IX
CESSATION DEFINITIVE
DE FONCTIONS

Art. 60, 60 bis et 61

..... Conformes

Art. 62

..... Suppression conforme

Art. 63 et 64

..... Conformes

CHAPITRE X
DISPOSITIONS TRANSITOIRES
ET FINALES

CHAPITRE X
DISPOSITIONS TRANSITOIRES
ET FINALES

Art. 65

Art. 65

Les agents non titulaires qui occupent un emploi présentant les caractéristiques définies à l'article 3 du titre premier du statut général ont vocation à être titularisés sur leur demande, dans des emplois de même nature qui sont vacants ou qui seront créés par les lois de finances sous réserve :

Supprimé.

1° soit d'être en fonctions à la date de publication de la loi n° 83-481 du 11 juin 1983, soit de bénéficier à cette date d'un congé en application du décret n° 80-552 du 5 juillet 1980 relatif à la protection sociale des agents non titulaires de l'Etat, soit de bénéficier à cette date d'un congé en

**Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

application du décret n° 82-665 du 22 juillet 1982 relatif à la protection sociale des agents non titulaires de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif ou à caractère culturel et scientifique, de nationalité française, en service à l'étranger:

2° d'avoir accompli, à la date du dépôt de leur candidature, des services effectifs d'une durée équivalente à deux ans au moins de services à temps complet dans un des emplois susindiqués;

3° de remplir les conditions énumérées à l'article 5 du titre premier du statut général.

Art. 66

Ont également vocation à être titularisés, sur leur demande, dans les conditions fixées à l'article précédent :

1° les personnels civils de coopération culturelle, scientifique et technique en fonction auprès d'Etats étrangers ou de l'organisme auprès duquel ils sont placés, qui remplissent les conditions fixées au deuxième alinéa de l'article 8 de la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972 relative à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers;

2° les personnes civiles des établissements et organismes de diffusion culturelle ou d'enseignement situés à l'étranger considérés comme des services extérieurs du ministère des relations extérieures, gérés dans les conditions fixées par l'ordonnance n° 62-952 du 11 août 1962 ou jouissant de l'autonomie financière en application de l'article 66 de la loi de finances n° 73-1150 du 27 décembre 1973

Les enseignants non titulaires chargés de fonctions dans des établissements d'enseignement supérieur au titre de la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972 précitée, qui ont exercé leurs fonctions pendant deux ans à temps plein dans l'enseignement supérieur, ont vocation à être titularisés, soit dans un corps de l'enseignement supérieur sur des emplois réservés à cet effet, soit dans un corps de l'enseignement secondaire, soit dans un corps technique ou administratif des administrations de l'Etat, sous réserve de remplir les conditions exigées pour l'accès à chacun de ces corps. Ils pourront être astreints à exercer leurs fonctions en coopération pendant une durée maximale de quatre ans à compter de la date de leur titularisation

**Propositions
de la Commission**

Art. 66

Supprimé.

**Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Art. 66 bis

Compte tenu de la spécificité de leur situation et des contraintes auxquelles ils sont soumis, notamment au regard de l'expatriation et de sa mobilité, un décret en Conseil d'Etat détermine le régime de rémunération et d'avantages annexes applicables aux agents recrutés localement servant à l'étranger, titularisés en vertu des dispositions de la présente loi.

Art. 67

Les agents non titulaires qui occupent, à temps partiel, un emploi présentant les caractéristiques définies à l'article 3 du titre premier du statut général ont vocation à être titularisés, s'ils remplissent les conditions prévues à l'article 65, sous réserve que les deux années de services exigées aient été accomplies au cours des quatre années civiles précédant la date du dépôt de leur candidature.

Les agents qui exercent, à titre principal, une autre activité professionnelle ne peuvent se prévaloir des dispositions du présent article.

Les intéressés peuvent, sur leur demande, au moment de leur titularisation, bénéficier des dispositions des articles 33 à 36 ci-dessus relatifs à l'exercice de fonctions à temps partiel.

Art. 68

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 65, un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions dans lesquelles les personnels associés ou invités des établissements d'enseignement supérieur et de recherche peuvent être recrutés dans un corps de fonctionnaires.

Art. 68 bis (nouveau)

Ont également vocation à être titularisés, sur leur demande, sur des emplois d'assistant ou d'adjoint d'enseignement, dans la limite des emplois vacants ou créés à cet effet et dans les conditions prévues à l'article 65, les vacataires et les autres personnels chargés à titre temporaire, sans occuper un emploi budgétaire, de fonctions d'enseignement dans un établissement d'enseignement

**Propositions
de la Commission**

Art. 66 bis

Supprimé.

Art. 67

Supprimé.

Art. 68

Supprimé.

Art. 68 bis

Supprimé.

**Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale.

Les candidats à ces titularisations doivent :

1° avoir exercé leurs fonctions pendant au moins quatre années à compter du 1^{er} octobre 1978;

2° n'avoir exercé aucune autre activité professionnelle principale pendant ces quatre années;

3° avoir assuré, entre le 1^{er} octobre 1978 et le 1^{er} octobre 1982, au moins trois cent cinquante heures de cours ou de travaux dirigés ou sept cents heures de travaux pratiques ou des services équivalents, sans que le nombre d'heures assuré chaque année puisse être inférieur à soixante-quinze heures de cours ou de travaux dirigés ou à cent cinquante heures de travaux pratiques;

4° a) pour l'accès à un emploi d'assistant, être docteur d'Etat ou de troisième cycle, ou justifier d'un diplôme sanctionnant l'accomplissement d'une année d'études en troisième cycle ou d'un titre jugé équivalent dans les conditions fixées par la réglementation relative au doctorat de troisième cycle;

b) pour l'accès à un emploi d'adjoint d'enseignement, justifier d'une licence d'enseignement ou d'un titre admis en équivalence par la réglementation applicable aux adjoints d'enseignement.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

Art. 69

Par dérogation à l'article 16 du présent titre, des décrets en Conseil d'Etat peuvent organiser pour les agents non titulaires mentionnés aux articles 65, 66 et 67 ci-dessus l'accès aux différents corps de fonctionnaires suivant l'une des modalités ci-après ou suivant l'une et l'autre de ces modalités :

1° par voie d'examen professionnel;

2° par voie d'inscription sur une liste d'aptitude établie en fonction de la valeur professionnelle des candidats.

Dans le cas de nomination dans des corps créés pour l'application de la présente loi, cet accès peut également avoir lieu par intégration directe.

Cette modalité est seule retenue pour l'accès aux corps des catégories C et D des agents non titulaires comptant une ancienne-

**Propositions
de la Commission**

Art. 69

Supprimé.

**Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

té de service au moins égale à sept ans pour la catégorie C et à cinq ans pour la catégorie D dans les fonctions d'un niveau équivalent à celui des fonctions exercées par les membres du corps d'accueil.

Les listes d'aptitude prévues au 2° sont établies après avis de la commission administrative paritaire du corps d'accueil. Pour les corps créés pour l'application de la présente loi, une commission spéciale exerce les compétences de la commission administrative paritaire. Cette commission est composée, pour moitié, de représentants de l'administration et, pour moitié, de fonctionnaires élus par les représentants du personnel aux commissions administratives paritaires des corps du ministère intéressé d'un niveau hiérarchique égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui du nouveau corps.

La commission administrative paritaire et la commission spéciale sont, pour l'établissement des listes d'aptitude concernant l'accès aux corps de catégories A et B, complétées par deux représentants de l'administration et par deux représentants élus des agents non titulaires ayant vocation à être intégrés dans ces corps. Un décret en Conseil d'Etat fixe le mot d'élection des intéressés.

Art. 70

Les décrets en Conseil d'Etat prévus à l'article 69 ci-dessus fixent :

1° pour chaque ministère, les corps auxquels les agents non titulaires mentionnés aux articles 65, 66 et 67 peuvent accéder; ces corps sont déterminés en tenant compte, d'une part, des fonctions réellement exercées par ces agents et du niveau de la nature des emplois qu'ils occupent, d'autre part, des titres exigés pour l'accès à ces corps; en tant que de besoin, des corps nouveaux peuvent être créés en application du b) de l'article 19 du présent titre;

2° pour chaque corps, les modalités d'accès à ce corps, le délai dont les agents non titulaires disposent pour présenter leur candidature, les conditions de classement des intéressés dans le corps d'accueil, le délai dont ces derniers disposent, après avoir reçu notification de leur classement, pour accepter leur intégration; ce délai ne peut être inférieur à six mois.

Les textes pris en application du présent article sont soumis à l'avis du comité technique paritaire compétent.

**Propositions
de la Commission**

Art. 70

Supprimé.

**Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en nouvelle lecture**

Art. 70 bis

Pour les personnels enseignants, d'éducation et d'orientation, les décrets en Conseil d'Etat prévus aux articles 69 et 70 peuvent déroger aux conditions et modalités d'accès aux corps d'accueil telles qu'elles sont prévues par les articles 65, 69 et 73.

Art. 71

Les agents non titulaires qui peuvent se prévaloir des dispositions qui précèdent ne peuvent être licenciés que pour insuffisance professionnelle ou pour motif disciplinaire jusqu'à l'expiration des délais d'option qui leur sont ouverts par les décrets prévus à l'article 70.

Les agents non titulaires, qui ne demandent pas leur titularisation ou dont la titularisation n'a pas été prononcée, continuent à être employés dans les conditions prévues par la réglementation qui leur est applicable ou suivant les stipulations du contrat qu'ils ont souscrit. Lorsque les intéressés occupent un emploi d'une des catégories déterminées en application de l'article 3 et que leur contrat est à durée déterminée, ce contrat peut être renouvelé dans les conditions fixées audit article.

Art. 72

La commission administrative paritaire compétente est saisie des propositions d'affectation et des demandes de mutation des agents titularisés en vertu du présent chapitre.

Dans l'intérêt du service, des agents peuvent être titularisés sur place.

Art. 73

Lorsque la nomination est prononcée dans un corps qui n'est pas régi par des dispositions statutaires qui autorisent le report de tout ou partie de services antérieurs accomplis en qualité d'agent non titulaire, des décrets en Conseil d'Etat déterminent les modalités de ce report qui ne peut être ni inférieur à la moitié, ni supérieur aux trois quarts de la durée des services rendus en qualité d'agent non titulaire, dans un emploi de niveau équivalent à celui auquel a accédé l'intéressé dans le corps d'accueil.

Ce report ne peut toutefois avoir pour effet de permettre le classement de l'intéressé

**Propositions
de la Commission**

Art. 70 bis

Supprimé.

Art. 71

Supprimé.

Art. 72

Supprimé

Art. 73

Supprimé.

**Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en première lecture**

dans le corps d'accueil à un échelon supérieur à celui qui confère un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à la rémunération perçue dans son ancien emploi.

Art. 74

Les décrets prévus à l'article précédent fixent les conditions dans lesquelles les membres des corps d'accueil qui, avant leur admission dans ces corps, avaient la qualité de fonctionnaire ou d'agent non titulaire de l'Etat, peuvent, en demandant le report de leur nomination à la date d'effet de ces décrets, obtenir la révision de leur situation pour tenir compte, sur la base des nouvelles règles, de leurs services antérieurs.

Art. 75

Lorsque les statuts particuliers prévoient une condition de services effectifs pour l'accès à certains grades, les services dont le report a été autorisé en vertu de l'article 73 sont considérés comme des services effectifs accomplis dans le corps d'accueil. Toutefois, les décrets prévus à l'article 70 peuvent apporter à ce principe les dérogations justifiées par les conditions d'exercice des fonctions dans ce dernier corps.

Art. 76

Les agents bénéficiaires des dispositions qui précèdent reçoivent une rémunération au moins égale à leur rémunération globale antérieure lorsqu'ils sont intégrés dans un corps de catégorie C ou D, à 95 % au moins de cette rémunération lorsqu'ils sont intégrés dans un corps de catégorie B et à 90 % au moins de cette rémunération lorsqu'ils sont intégrés dans un corps de catégorie A.

Le cas échéant, les intéressés perçoivent une indemnité compensatrice.

En aucun cas, le montant cumulé de l'indemnité compensatrice et de la rémunération ne peut être supérieur à la rémunération afférente au dernier échelon du grade le plus élevé du corps auquel l'intéressé accède.

L'indemnité compensatrice est résorbée au fur et à mesure des augmentations de rémunération consécutives aux avancements dont l'intéressé bénéficie dans le corps d'intégration.

**Propositions
de la Commission**

Art. 74

Supprimé.

Art. 75

Supprimé.

Art. 76

Supprimé.

**Texte adopté
par l'Assemblée nationale
en première lecture**

Un décret en Conseil d'Etat fixe les éléments de rémunération à prendre en considération pour la détermination de l'indemnité compensatrice.

Art. 77

Le décret en vertu duquel les intéressés peuvent demander l'étalement du versement des cotisations de rachat pour la validation de leurs services accomplis en qualité de non titulaire est pris en Conseil d'Etat.

**Propositions
de la Commission**

Art. 77

Supprimé.

Art. 78, 79, 80, 80 *bis* et 81

Conformes

Art. 82

Suppression conforme